

ÉCONOMIE — CRISE

La Banque mondiale projette une croissance de 2% en 2026 pour Haïti conditionnée à la stabilité sécuritaire

La Banque mondiale projette 2% de croissance en 2026 pour Haïti, conditionnée à la stabilité sécuritaire après sept ans de récession.

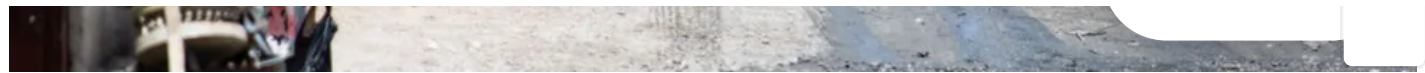
MYRIAM LAFONTANT, ANDRÉ JEAN BAPTISTE and
RODELINE CELESTIN



13 janvier 2026 . 2:06 PM — 7 lecture min



S'inscrire



Après sept années consécutives de contraction économique, les Perspectives économiques mondiales de janvier 2026 prévoient un rebond « hautement conditionnel à des gains modestes en stabilité et sécurité domestiques » : -4,2% en 2024, -2,0% en 2025

WASHINGTON — La Banque mondiale a publié dans son rapport Perspectives économiques mondiales de janvier 2026 (édition avancée) des projections économiques pour Haïti indiquant une possible sortie de récession en 2026, avec une croissance estimée à 2,0%, suivie de 2,5% en 2027, après sept années consécutives de contraction. Cette « reprise projetée est hautement conditionnelle à des gains modestes en stabilité et sécurité domestiques », précise le document qui classe Haïti comme économie de marché émergente et en développement (EMDE), spécifiquement catégorisée comme importateur de matières premières dans la région Amérique latine et Caraïbes (LAC).

Selon les données de la Banque mondiale, l'économie haïtienne s'est contractée de 1,9% en 2023 et a connu un déclin supplémentaire de 4,2% en 2024. Pour 2025, l'économie aurait connu une contraction de 2,0%, « ce qui représente une amélioration marginale de 0,2 point de pourcentage par rapport aux projections précédentes ». Le rapport situe Haïti parmi « un groupe d'EMDE vulnérables — spécifiquement ceux affectés par la fragilité et le conflit — où les revenus par habitant demeurent en deçà des niveaux de 2019, cinq ans après la récession liée à la pandémie ».

L'analyse comparative révèle un écart significatif dans la reprise post-pandémique. « Alors que près de 90% des économies avancées ont récupéré leurs niveaux de revenu par habitant d'avant la pandémie, plus

d'un quart des EMDE, incluant Haïti, n'y sont pas parvenus », indique le document. Pour les économies en situation de fragilité, « l'écart de revenu par habitant par rapport aux économies avancées a atteint presque 15% en 2025 comparé aux niveaux pré-pandémiques ».

La croissance projetée de 2,0% pour Haïti en 2026 se situe en deçà de la moyenne régionale LAC de 2,3%. Le rapport établit des comparaisons avec les pays voisins : la Guyane devrait croître de 19,6% grâce à un boom pétrolier en cours, la République Dominicaine de 4,5% bénéficiant d'investissements étrangers et de diversification des exportations, tandis que la Jamaïque devrait se contracter de 2,3% en 2026, « largement en raison de goulots d'étranglement structurels et de l'impact de l'ouragan Melissa ».

La référence à l'ouragan Melissa dans le contexte jamaïcain fait écho à la vulnérabilité partagée des économies caribéennes face aux catastrophes naturelles. L'ouragan Melissa a également frappé Haïti fin octobre 2025, causant 43 morts et affectant environ 1,25 million de personnes selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Selon le rapport FEWS NET de décembre 2025, « deux mois après le passage de l'ouragan Melissa dans le grand Sud (Grand'Anse, Sud, Nippes, Sud-est), les impacts sur les infrastructures routières, agricoles et des moyens d'existence restent importants ». Une évaluation rapide menée par CRS et Caritas en novembre 2025 confirme « des dégâts sévères : destruction sévère des habitations et des infrastructures publiques comme les routes et les systèmes d'irrigation ».

Haïti figure « parmi les pays de la région LAC avec la plus forte dépendance aux envois de fonds personnels ». Les données indiquent que « les envois de fonds en Haïti représentent une portion significative du

PIB — environ 20-30% — ce qui est substantiellement plus élevé que les contreparties régionales plus larges comme le Mexique ou l'Amérique du Sud dans son ensemble ». Cette forte dépendance « rend l'économie haïtienne particulièrement vulnérable aux changements dans les politiques d'immigration des pays d'accueil et aux ralentissements économiques dans les pays où réside la diaspora haïtienne ».

Selon le rapport FEWS NET de décembre 2025, « environ 9 000 personnes sont forcées de fuir leur lieu de résidence en novembre après des attaques de gangs armés. Parallèlement, 22 000 autres ont été déportées de l'extérieur, notamment de la République dominicaine ». Cette pression migratoire et les rapatriements massifs peuvent affecter les flux de remises familiales, constituant un risque pour la stabilité macroéconomique haïtienne. Les envois de fonds de la diaspora représentent une source cruciale de devises étrangères et de soutien direct aux ménages haïtiens, compensant partiellement l'insuffisance des revenus domestiques et l'effondrement des services publics.

Le rapport de la Banque mondiale souligne que « comme beaucoup d'autres économies à faible revenu et fragiles, Haïti fait face à des contraintes aiguës pour mobiliser des ressources, exacerbées par une dette élevée et un déclin global de l'Aide Publique au Développement (APD) ». Cette contrainte financière limite sévèrement la capacité de l'État haïtien à investir dans les infrastructures, les services sociaux, et les programmes de développement nécessaires pour sortir du cycle de pauvreté et de fragilité.

La conditionnalité de la reprise projetée à « des gains modestes en stabilité et sécurité domestiques » reflète la centralité de la crise sécuritaire dans l'économie haïtienne. Selon le rapport FEWS NET de

décembre 2025, « le département de l'Ouest (plus de 84 pour cent des cas de violence, plus spécifiquement dans la ZMPP), l'Artibonite et le Centre sont les plus touchés selon le dernier rapport de PLSO ». Le document précise que « la violence des gangs et leurs tentatives d'expansion territoriale constituent l'un des principaux défis pour les forces de sécurité nationales et un des déterminants majeurs de l'insécurité alimentaire dans le pays ».

Les prix des produits alimentaires de base « demeurent exceptionnellement élevés, une situation aggravée par les taxes illégales et les frais de transit exorbitants imposés par les gangs armés sur les routes nationales, ce malgré la stabilité du taux de change par rapport au dollar américain », selon FEWS NET. Le coût du minimum de kilocalories composant le panier alimentaire des ménages pauvres et très pauvres pour la zone métropolitaine « se situe entre 12 et 14 mille gourdes par mois (entre 14 et 16 mille à l'échelle nationale) de mai à novembre 2025 », un niveau très élevé par rapport à la moyenne quinquennale.

Selon l'International Crisis Group cité par FEWS NET, le gang 'Viv Ansanm' peut « tirer parti de leurs taxes et péages informels pour générer entre 60 et 75 millions USD par an ». Les gangs imposent « des taxes illégales qui augmentent les coûts logistiques : 1 500 USD par camion par mois, 150 USD par trajet, et 2 000 USD par conteneur maritime. Ces coûts se répercutent sur les prix des denrées alimentaires, contribuant à la hausse des prix à travers le pays ».

Le rapport FEWS NET note également que « les affrontements en cours à Arcahaie, Montrouis, Pont Soné et Estère bloquent la Route nationale n°1, reliant le Nord au reste du pays ». Cette situation perturbe gravement les chaînes d'approvisionnement et maintient les prix alimentaires à des

niveaux exceptionnellement élevés dans l'ensemble du pays.

La situation agricole demeure préoccupante. Selon FEWS NET, « un faible niveau de récoltes d'automne dans les différentes zones agroécologiques du pays est observé, notamment celles touchées par Melissa ». Bien que l'impact de l'ouragan sur les cultures ait été moyen (25 à 50 pour cent de pertes selon le PAM), « la campagne d'automne a fait montre d'une faible performance, les cultures ayant été détruites, dans certains cas, endommagées ». Les cultures saisonnières telles que le pois congo, le sorgho, le maïs, le haricot et la banane « sont très peu disponibles sur les marchés locaux et régionaux, leurs récoltes étant nettement en-dessous de la normale ».

L'assistance alimentaire humanitaire demeure largement insuffisante. Le PAM « a fait état de réduction significative de financement de ses programmes d'urgence, lesquels sont financés à hauteur de 59 pour cent au cours des douze derniers mois », indique FEWS NET. Pour la zone métropolitaine de Port-au-Prince qui héberge la plupart des camps de déplacés internes, « les partenaires signalent des couvertures intermittentes, avec des interruptions d'accès dues aux violences et aux coûts logistiques élevés ». Selon le Cluster de sécurité alimentaire, « sur une cible de 3 millions de personnes, cumulativement 1.8 million, soit environ 60 pour cent, ont pu être atteintes ».

La malnutrition demeure à des niveaux alarmants. FEWS NET rapporte que « sur plus de 417 000 enfants de moins de cinq ans dépistés dans les centres de santé jusqu'en octobre 2025, plus de 27 pour cent souffraient de malnutrition aiguë, modérée ou sévère, soit 114 707 enfants. La situation nutritionnelle est particulièrement préoccupante dans le département de l'Ouest, où 42 pour cent des enfants admis au cours de la même période

présentaient une malnutrition aiguë ».

Le rapport FEWS NET projette que « de décembre 2025 à mai 2026, Cité Soleil, Port-au-Prince, Croix-des-Bouquets ainsi que les PDI de la ZMPP resteront en Urgence (Phase 4 de l'IPC) ». L'insécurité alimentaire aiguë généralisée de Crise (Phase 3 de l'IPC) persiste à travers le pays, avec des zones sévèrement touchées par l'ouragan Melissa comme le Sud, les Nippes, la Grand'Anse et le Sud-Est maintenant cette classification, « avec des poches de ménages en Urgence (Phase 4 de l'IPC) dans les communes reculées difficiles d'accès ».

La Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), dirigée par le Kenya et autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU, fait face à des défis majeurs. Selon FEWS NET, « une force internationale (déploiement kenyan et mandat élargi de l'ONU) commence à arriver sur le terrain début décembre : cela modifie le contexte opérationnel mais n'implique pas un retour immédiat à la sécurité ». Le document ajoute qu'« avec la fin du mandat du CPT et la montée en puissance de la nouvelle Force de répression des gangs, 1 000 nouveaux agents étrangers des forces de l'ordre devraient arriver dans le pays en janvier ».

Le Président du Conseil Présidentiel de Transition, Laurent Saint-Cyr, était en déplacement à Washington les 11 et 12 décembre pour participer à la réunion du Groupe des Amis d'Haïti à l'OEA et a appelé à des contributions effectives pour la Force de Répression des Gangs (FRG), insistant sur « l'urgence de traduire les engagements internationaux en actions tangibles ».

Le rapport de la Banque mondiale utilise une analogie maritime pour illustrer la situation haïtienne : « Si l'économie globale est une flotte de

navires se dirigeant vers la reprise, Haïti est comme un vaisseau qui a été coincé dans une tempête persistante pendant sept ans. Alors que les navires plus grands et plus robustes (économies avancées) ont trouvé des eaux plus calmes et ont regagné leur vitesse, Haïti commence tout juste à réparer ses voiles. Sa capacité à avancer au rythme projeté de 2,0% dépend entièrement du fait que la 'météo' de sa sécurité interne se dégage suffisamment pour permettre des réparations de base. »

Le Conseil Présidentiel de Transition, mis en place en avril 2024, a pour mandat d'organiser des élections libres et transparentes avant février 2026. Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé a déclaré le 26 décembre que 2026 serait « l'année prioritairement pour la sécurité et l'organisation des élections générales ». Le Conseil Électoral Provisoire a publié le 30 octobre le projet de décret devant régir l'organisation des prochaines élections. Toutefois, FEWS NET note que « les contestations de la légitimité des dirigeants actuels (CPT, Primature) continuent d'alimenter la crise politique et l'insécurité en Haïti ».

La réalisation des projections économiques de la Banque mondiale demeure donc hautement incertaine, dépendant de l'amélioration substantielle des conditions sécuritaires, du déploiement effectif de la force multinationale, de la tenue d'élections crédibles, et de la restauration progressive de l'autorité de l'État sur le territoire national. L'écart croissant entre Haïti et les économies avancées, ainsi que la divergence avec certains voisins régionaux comme la République Dominicaine, souligne l'urgence d'une action coordonnée pour briser le cycle de fragilité, violence et récession qui caractérise la trajectoire haïtienne depuis 2019.
